

- Les premières réactions des français à l'attentat du 14 juillet sont différentes de janvier et de novembre, à la fois par leur nature et leur intensité.

Il y a une douleur terrible, une colère - d'autant plus forte qu'on se rend compte que ces actes ne sont pas "exceptionnels", qu'il va vraiment falloir "s'habituer", or personne ne veut se résigner à cela (la phrase de Nicolas Sarkozy hier exprime bien ce rejet primaire et virulent d'une vie "avec" les attentats).

On trouve aussi un besoin de vengeance, qui suscite en même temps de l'exaspération car soit on pense que le gouvernement ne se donne pas les moyens de la rétorsion (internement des fichés S etc.) soit on ne sait même pas sur qui se venger (les musulmans, les immigrés?).

- De fait, de tels événements (comme, de manière totalement inversée, un Euro de foot) permettent à une société par ailleurs divisée, fracturée, et marquée par l'individualisme, de prendre conscience d'un "nous".

- Le "nous" de janvier était un ensemble un peu idéalisé, qui apportait à la fois réconfort et fierté : la France de la tolérance, la France suffisamment grande pour ne pas céder à ses "bas instincts", la France martyr admirée par le monde entier.
- Le "nous" de novembre était déjà plus flou, plus difficile à invoquer dès lors qu'on a pris conscience dans notre chair ce que l'on savait de manière purement rationnelle : qu'une partie de la menace venait de ce "nous", en interrogeait donc les contours. La communion nationale, source de réconfort, était déjà plus compliquée (injonction faite aux musulmans de se désolidariser des terroristes, colère vis à vis de "ceux qui nous représentent" qui ne nous ont pas protégé, suspicion à l'égard des immigrés).

La **division fut cependant contenue et la communion nationale rendue possible grâce à quelques symboles forts**: d'abord, le Congrès (preuve que la représentation nationale avait conscience que la survie de la nation primait sur les divisions et critiques politiques), l'état de guerre (qui n'a jamais été réellement internalisé, c'est à dire profondément compris, par nos concitoyens, mais soulevait une sorte de courage patriotique et offrait le réconfort d'une exceptionnalité: "ce ne sont pas des temps normaux", donc ce n'est pas la vie normale à laquelle on va s'habituer), et enfin "l'état d'urgence", dont on n'a jamais saisi les tenants et les aboutissants (puisque la vie normale continue: les manifestations, les casseurs, etc.) mais qui devint dans les têtes le symbole sinon d'une protection absolue, du moins d'une réponse dont l'exceptionnalité semblait correspondre à la force des événements.

Autour de ces trois symboles, la communion nationale fut tant bien que mal possible.

- Cette fois-ci, en revanche, la communion est d'autant plus difficile que ces trois symboles sont affaiblis : l'état d'urgence puisqu'il n'empêche pas les attentats et qu'il permet la "vie normale" ; la division politique sans égale ; et "l'état de guerre", que l'on acceptait de manière "fictive" et purement intellectuelle, dont on se rend compte "avec nos tripes" qu'on le refuse profondément.

On le refuse d'autant plus que les règles du jeu sont biaisées (nous ne combattons pas à armes égales, nous donnons des droits aux potentiels terroristes qu'ils ne nous donneraient jamais, etc), et que cet état de guerre ne correspond pas du tout à notre imaginaire de la guerre : la guerre c'est les bombardements, ce sont des terrains lointains, ce sont des milliers de civils pris pour cibles. La guerre, c'est ce qu'on voit en Syrie, ou ce qu'on a appris sur les 2 guerres mondiales.

- La communion nécessaire est difficile, car pour "faire bloc" il faut être sûrs de ce que l'on est (sûrs de ce qu'est ce "nous"). Or les actes terroristes interrogent ce "nous" à deux titres : qui en fait partie (jusqu'où doit aller notre suspicion ? Musulmans ? Immigrés ? Potentiels convertis ? Mais alors c'est n'importe qui ?), et quelles sont les règles et les valeurs de ce "nous" (est ce qu'on ne donne pas trop de libertés ? Est ce qu'on peut accepter les prêches radicaux au nom de la liberté d'expression ? Est ce qu'on ne peut pas renoncer à quelques libertés pour un peu plus de sécurité ? Est ce qu'on peut "prendre le risque" d'accueillir dans le cadre du droit d'asile ? Etc.).

La question profonde que se posent donc les français est la suivante : **pouvons-nous rester "comme avant" pour mener cette guerre, ou devons-nous interroger profondément ce "nous"** (ses valeurs, ses règles, qui y appartient ou pas) de manière à pouvoir à nouveau "faire bloc", mener le combat, et vivre en sécurité. C'est une question qui interpelle les plus républicains, pas seulement les sympathisants FN.

Remarque : le PR (et dans une moindre mesure le PM) sont une surface de projection où s'incarne ce "nous". L'évolution des cotes de popularité (forte en janvier, moindre en novembre, peut être encore plus faible cette fois ci) traduit non seulement la colère, mais aussi la difficulté grandissante de la projection, de la communion.

Conclusions :

- Les émotions violentes vont retomber peu à peu. Les jours de deuil national, qui soulageaient, pourraient susciter davantage de colère cette fois ci car ils peuvent être vécus comme un signe de résignation, de banalisation, de capitulation ou de récupération. Restera l'amertume, le refus de "s'habituer", les doutes sur le fait que "tout est mis en œuvre" pour protéger. Chaque fois, les questions se feront plus profondes sur la remise en cause nécessaire de ce que nous sommes. Si nous ne réaffirmons pas ce que l'on est, les français seront tentés de reconsidérer "avec qui" et "comment" ils veulent vivre.

- Leur soif de sécurité n'aura pas de limites. De nouvelles mesures en appelleront toujours d'autres, puisque par définition le risque zéro n'existera jamais et personne ne se résignera à cet état de vulnérabilité totale que nous avons découvert cette année.

S'il faut sans arrêt redire et montrer ce que l'on fait pour protéger, céder à la surenchère n'apportera que des réconforts temporaires, et signifiera que "nous n'avons pas fait tout ce qu'on a pu" au bon moment.

- L'inaction n'est pas pour autant possible. Il faut donner le sentiment de conforter la patrie, construire sa résilience, créer les conditions pour éradiquer la menace même si cela prend 10 ou 20 ans. C'est-à-dire :

i) agir sur les racines de la radicalisation ;

ii) expliquer pourquoi le "mode de vie", les règles et valeurs que nous nous sommes donnés depuis des décennies, ne sont pas une source d'affaiblissement de notre nation en temps de guerre ; pourquoi, en somme, il est préférable de conserver la liberté d'expression, l'ouverture, la tolérance, etc. quitte à ce que cela accroisse un peu les risques pour notre vie. Cela ne sera pas évident, et je ne sais pas si les gens seront prêts à accepter que l'on continue à dire que les gens qui prêchent la haine comme l'imam de Brest doivent pouvoir continuer à vivre parmi nous ;

iii) créer de la cohésion pour éviter le délitement.

- Les forces du délitement de la Nation sont très puissantes dans l'opinion et une partie de la classe politique. Il me semble que nous devons défendre la voie (parce que personne d'autre ne le fera) de la résistance sur les bases de ce que nous avons toujours été. On ne peut pas proposer de devenir Israël, ou la Chine, etc.

Pour contenir un peu le délitement, il aurait été utile d'avoir des symboles autour desquels l'unité aurait pu se faire (comme le congrès et l'état d'urgence). Mais puisqu'on doit éviter la fuite en avant sécuritaire, je n'en vois aucun (sauf une sorte de service civique obligatoire et semi-militaire ?).

En l'absence de symbole, il faut rassurer sur le fait que les débats démocratiques sont nécessaires pour choisir notre société, mais que ces débats ne doivent ni ne peuvent fissurer "ce que nous sommes", notre patrie.

- Il y a un travail à mener pour dénoncer les impasses dans lesquelles nous entraînent tous ceux qui, à droite ou au FN, promettent la sécurité absolue. Le "lance-roquette" de Guaino est particulièrement caricatural. Le FN n'a aucune proposition réaliste. Sans doute faudra-t-il attendre un peu pour cela, pour ne pas nous-même nourrir la division.

Annexe : tentative de mise en mots / proposition de discours

« On voit bien que les attentats menacent de nous diviser, de jeter la suspicion entre les gens, d'affaiblir notre foi en ce que nous sommes et en nos valeurs.

Le choix d'une autre société, plus fermée, moins tolérante, plus "sécuritaire" est possible. Elle demandera des sacrifices, ne protégera jamais autant que nous l'espérerions, mais il est possible d'aller dans cette voie.

Mais chacun doit cependant s'interroger : en son âme et conscience, est-ce vraiment la société qu'il souhaite, pour lui, pour ses enfants ?

Pour ma part, je comprends la tentation, mais j'en refuse l'horizon. Et je pense que ceux qui aujourd'hui la souhaitent ne le font qu'à contrecœur, parce qu'ils pensent qu'il n'est plus possible de continuer avec la vie telle qu'on la connaissait si l'on veut vivre à nouveau en sécurité.

La voie que je propose, c'est d'abord mener le combat contre notre ennemi, sans répit. Mais c'est aussi nous renforcer, créer une société plus unie et résiliente. Plus forte parce que plus unie.

Il n'y a plus guère de moyens de créer de l'union dans nos sociétés. On partage, on communité de moins en moins en dehors des matchs de l'équipe de France et des deuils nationaux...

Il faut recréer des moments communs, à la fois pour affirmer et faire vivre nos valeurs (solidarité, ouverture, tolérance, laïcité), apprendre à servir son pays et le protéger, et reprendre conscience que nous ne luttons pas seuls, mais ensemble. La reconstruction d'un patriotisme fier et ouvert, qui conjure à la fois les forces de la division (communautarisme), et la tentation du nationalisme.

Cette société, il faudra du temps pour la créer. Mais il est nécessaire, puisque ce sera le combat de leur génération, de mettre notre jeunesse en capacité de l'affronter.

Pour cela nous pouvons, et nous devons, créer un service civique et/ou militaire obligatoire etc. »